**Les petites victoires**

**Pour les animateurs et formateurs - Avant le visionnage du film.**

**Quelques questions pour lancer la discussion**

**C’est quoi l’école pour vous** ? Chaque expérience est singulière…

L’école peut selon les expériences être une souffrance parce qu’on a été brimé, peu ou pas compris, parce que nous avions un problème (de dyslexie, de dyscalculie, comme, de famille,…) et qu’il n’a pas été détecté ou pris en compte. Pour d’autres, l’école c’est aussi une fenêtre ouverte vers l’avenir, un espoir.

**A l’école,**

|  |  |
| --- | --- |
| **J’ai aimé …** | **Je n’ai pas aimé …** |
| Un instituteur/trice  Un cours  L’ambiance,  les copains,  …. | Un instituteur/trice  Les cours  L’ambiance  Les bâtiments  Les autres élèves |

**Dans votre pays, y a-t-il suffisamment d’école ? Par exemple, y a-t-il une école primaire dans chaque village ? (pour les apprenants venus d’ailleurs)**

Pistes de réponses à la fin de document : deux exemples le Maroc et le Congo

**Est-ce que c’est important d’avoir une école pas loin de chez soi ? Pourquoi ?**

Une école dans le village facilite l’accès à la scolarité. S’il n’y en a pas, soit les enfants n’y vont pas, dans les pays en voie de développement, par exemple. Soit les enfants vont dans une école plus loin et cela veut dire se lever plus tôt, de plus longs trajets, de plus grosses fatigues. Un village sans école c’est un village mourant.

**En Belgique, on estime à 10% la proportion de personnes en grande difficulté de lecture et d’écriture. Comment est-ce possible dans un pays où l’école est obligatoire ?**

Des réponses dans ce document réalisé par Lire et Ecrire

<https://communaute-francaise.lire-et-ecrire.be/images/documents/pdf/relais_alpha/lee_fiche3.pdf>

**Pour aller plus loin…**Sur le chemin de l’école, un film documentaire de Pascal Plisson.

<https://youtu.be/wQusnmEOgKs?si=LxY-PYCRy_KzNYGB>

**Exemples de difficultés extrêmes de scolarisation à cause de la situation socio-économique et politique**

**Maroc**

**Rapport officiel fait au gouvernement marocain par une commission nationale (2021)**

**Au Maroc, 36% des écoles sont privées et…chères. Il n’y a pas assez d’écoles publiques. On n’a pas réécrit le texte, on peut ainsi apprécier le ton habituel à toutes les instances officielles de n’importe quel pays. On voit néanmoins que le problème est grave.**

Les évaluations nationales et internationales révèlent que près des 2/3 de nos enfants au sein des écoles publiques ne maitrisent pas les apprentissages de base.

Les constats de la commission sur le Nouveau Modèle de Développement et les différentes enquêtes menées sont unanimes : **l’éducation reste la préoccupation majeure des Marocains**. Elle représente à la fois un enjeu d’équité, pour que la qualité requise soit mise à la disposition des enfants de toutes les régions du Royaume, et en même temps un enjeu de développement, pour que l’école forme des citoyens épanouis, actifs, producteurs de sens, valeur et de richesse.

La Nation consent d’importants moyens pour l’école publique. En effet, près de 20% du budget de l’Etat sont dédiés à l’Education nationale chaque année, soit près de 60 milliards de dirhams. Des avancées conséquentes sont à souligner : la généralisation de la scolarisation au cycle primaire, la hausse significative du taux de scolarisation au cycle secondaire et l’essor de l’enseignement préscolaire. Mais les différentes réformes se sont succédé sans que leur impact ne se fasse sentir dans les classes et sur les élèves puisque la qualité de l’enseignement dispensé dans l’école publique est demeurée faible.

Les évaluations nationales et internationales révèlent que près des 2/3 de nos enfants au sein des écoles publiques ne maitrisent pas les apprentissages de base. La réalisation de l’objectif de scolarité obligatoire jusqu’à l’âge de 16 ans est hypothéquée par la persistance d’une déperdition scolaire massive, de l’ordre de 300 000 élèves chaque année. Cette situation pourrait hypothéquer **l’avenir de la Nation** et creuse la crise de confiance qu’ont les citoyens en l’école.

La crise de l’école marocaine perdure depuis plus de deux décennies malgré une série d’initiatives de réforme inaugurée par la Charte Nationale d’Education et de Formation (1999), prolongée par le Programme d’Urgence (2008), les Mesures Prioritaires (2014), la Vision 2015-2030 (2015) et la Loi-cadre (2019). Malgré leur ambition transformatrice, ces initiatives n’ont pas réussi à corriger la trajectoire de du système éducatif. Il convient aujourd’hui de **réduire la rupture de transmission entre la politique éducative et la réalité du terrain, et de la classe.**

**République démocratique du Congo (RDC)**

**Depuis plusieurs dizaines d’années, la RDC est en état de guerre civile presque permanente. Plusieurs régions sont dévastées par la guerre et la misère. Voici un communiqué officiel lors de la journée de l’alphabétisation en 2017. On n’a pas réécrit le texte. On voit que la situation est grave même aux yeux des officiels et du gouvernement.**

La journée internationale de l’alphabétisation (JIA, édition 2017) est célébrée hier à Kinshasa, le 08 Septembre à l’hôtel SULTANI, sous le thème « L’alphabétisation vers un monde numérique ». Plusieurs partenaires techniques et financiers se sont mobilisés pour palper du doigt la  réalité d’analphabétisme dans le pays, et voir comment mutualiser leurs efforts en vue de réduire le taux d’analphabétisme en RDC.

Dans son discours de circonstance, le gouvernement de  la RDC par le biais de son ministre en charge de l’alphabétisation n’a pas hésité de présenter la situation alarmante de  l’analphabétisme dans le pays,  qui pour lui est une préoccupation majeure pour son gouvernement. En effet, 27,1% tel est le taux d’analphabétisme en RDC, 13% pour les femmes et 14% pour les hommes selon une étude menée en 2004 en RDC (Enquête démographique et de santé, EDS 2004) ; en valeur absolue, plus de 71 millions de population du pays, plus de 19 millions d’entre eux sont analphabètes, des personnes qui ne savent ni lire, ni écrire, ni calculer. En outre, 7 millions des enfants dont l’âge varie entre 5 et 17 ans sont non scolarisés et déscolarisés, selon l’enquête sur  les Enfants et Adolescents en Dehors de l’Ecole « EADE », en sigle.

Face à cette situation, le ministre des affaires sociales, actions humanitaires et solidarité nationale, Eugene SERUFULI NGAYABASEKA affirme la  volonté de son gouvernement à mettre en pratique les différentes résolutions et recommandations prises  par  la communauté internationale pour éradiquer l’analphabétisme dans le monde.